

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/GBT/W/1/Add.9/Rev.1

31 janvier 1997

(97-0406)

Groupe des télécommunications de base

Original: anglais

COMMUNICATION DE L'AFRIQUE DU SUD

Projet d'offre sur les télécommunications de base

Révision

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe des télécommunications de base à la demande de l'Afrique du Sud.

Se référant à son projet d'offre sur les télécommunications de base figurant dans le document S/GBT/W/1/Add.9, l'Afrique du Sud a le plaisir de présenter ci-joint son projet d'offre révisé sur les télécommunications de base.

Elle se réserve le droit de modifier, réduire ou élargir cette offre conditionnelle à tout moment avant la clôture des négociations sur les télécommunications de base, en fonction du progrès des travaux réalisés au Groupe des télécommunications de base, du niveau des engagements de ses partenaires dans les négociations et de l'évolution de la situation en Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud se réserve aussi le droit d'apporter toutes modifications et corrections de caractère technique à son offre.

AFRIQUE DU SUD - PROJET D'OFFRE REVISE SUR LES COMMUNICATIONS DE BASE

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>Télécommunications</p> <p>Services assurés par la mise à disposition d'installations et services publics de télécommunication à commutation:</p> <p>a) Services de téléphonie vocale, à l'exception des services fournis par l'intermédiaire de réseaux à valeur ajoutée</p> <p>b) Services de transmission de données avec commutation par paquets</p> <p>c) Services de transmission de données avec commutation de circuits</p> <p>d) Services de télex</p> <p>f) Services de télécopie</p> <p>g) Services de circuits loués privés</p>	<p>1) Exclusivement par l'intermédiaire du réseau de Telkom, sur lequel le trafic international fait l'objet d'un monopole qui sera remplacé par un duopole. Le monopole de Telkom doit prendre fin au plus tard le 31 décembre 2003; il sera remplacé par un duopole.</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Le monopole de Telkom doit prendre fin au plus tard le 31 décembre 2003; il sera remplacé par un duopole.</p> <p>L'investissement étranger dans les sociétés fournissant ces services est autorisé pour autant qu'il ne dépasse pas 30 pour cent au total.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>L'Afrique du Sud souscrit les engagements additionnels ci-joints concernant les principes réglementaires.</p> <p>Les autorités doivent examiner la possibilité d'inclure des fournisseurs additionnels d'ici au 31 décembre 2003.</p> <p>La libéralisation des services de revente doit avoir lieu entre 2000 et 2003; les autorités devront en définir les modalités et les conditions et fixer le montant maximal de l'investissement étranger.</p>

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
o) Autres	1) Exclusivement par l'intermédiaire du réseau de Telkom, sur lequel le trafic international fait l'objet d'un monopole qui sera remplacé par un duopole. Le monopole de Telkom doit prendre fin au plus tard le 31 décembre 2003; il sera remplacé par un duopole.	1) Néant	
- Services de radiorecherche	2) Néant	2) Néant	
- Services de radiocommunications personnelles	3) Néant, excepté que l'investissement étranger dans les sociétés fournissant ces services est autorisé pour autant qu'il ne dépasse pas 30 pour cent au total.	3) Néant	
- Services sur système multicanaux	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Services cellulaires mobiles, y compris les services mobiles pour données	1) Exclusivement par l'intermédiaire du réseau de Telkom, sur lequel le trafic international fait l'objet d'un monopole qui sera remplacé par un duopole. Le monopole de Telkom doit prendre fin au plus tard le 31 décembre 2003; il sera remplacé par un duopole.	1) Néant	Les autorités doivent examiner la possibilité d'inclure des fournisseurs additionnels d'ici au 31 décembre 1998.
	2) Néant	2) Néant	
	3) Services fournis dans le cadre d'un duopole. Une licence supplémentaire sera accordée d'ici deux ans pour les services cellulaires mobiles.	3) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
- Services par satellite	<p>L'investissement étranger dans les sociétés fournissant ces services est autorisé pour autant qu'il ne dépasse pas 30 pour cent au total.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Exclusivement par l'intermédiaire du réseau de Telkom, sur lequel le trafic international fait l'objet d'un monopole qui sera remplacé par un duopole. Le monopole de Telkom doit prendre fin au plus tard le 31 décembre 2003; il sera remplacé par un duopole.</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Fournis exclusivement dans le cadre du monopole de Telkom jusqu'au 31 décembre 2003; ce monopole sera ensuite remplacé par un duopole.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

ENGAGEMENTS ADDITIONNELS DE L'AFRIQUE DU SUD

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunication de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunication de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 Interconnexion à assurer

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée¹:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir;
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires; et
- d) moyennant des taxes fixées par les autorités.²

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

¹L'expression "non discriminatoire" doit être interprétée comme désignant le traitement NPF et le traitement national défini dans l'Accord et comme ayant le sens, propre au secteur, de "modalités et conditions non moins favorables que celles qui sont accordées à tout autre utilisateur de réseaux ou services publics de transport des télécommunications dans des circonstances similaires".

²Les autorités peuvent fixer des taxes différentes pour des services différents fournis dans des régions différentes et dans des circonstances différentes ou fixer des taxes pouvant être supérieures ou inférieures aux taxes normales.

- a) à tout moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public,

à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès à tous les critères en matière de licences et aux modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'Etat.